

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/W/519

22 juillet 2002

(02-4033)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE RENVOYÉES AU COMITÉ À LA DEMANDE DES MINISTRES

Examen par le Comité SMC des dispositions de l'Accord sur les subventions
et les mesures compensatoires concernant les enquêtes
en matière de droits compensateurs

Réponses de l'INDE aux questions complémentaires posées par les
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES au BRÉSIL et à l'INDE¹

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 juillet 2002.

Question n° 1:

S'agissant de la proposition du Brésil sur la période d'octroi des subventions pour les biens d'équipement: le Brésil peut-il expliquer dans quelles conditions l'utilisation de la période d'amortissement spécifiée dans la législation nationale ne serait pas requise?

Question n° 2:

À propos de la proposition du Brésil sur les dispositions *de minimis*: le Brésil peut-il confirmer que cette proposition concerne uniquement les systèmes rétroactifs de recouvrement des droits et non les systèmes futurs?

Question n° 3:

S'agissant de la proposition de l'Inde sur l'ajustement automatique des droits compensateurs en cas d'abandon des régimes de subvention:

- a) L'Inde peut-elle indiquer si, selon cette proposition, l'"abandon" des régimes de subvention concernerait uniquement l'annulation du régime en tant que tel - c'est-à-dire pour tous les bénéficiaires ou s'il concernerait également le cas dans lequel l'exportateur demandant l'ajustement n'est plus admis à bénéficier des subventions (par exemple parce que les critères applicables ont changé)?

¹ G/SCM/W/517.

- b) **Pourriez-vous donner des précisions supplémentaires sur la possibilité de rechercher si la subvention "n'a pas été formulée autrement dans le cadre d'un autre régime"? Cela concerne-t-il uniquement les cas dans lesquels le régime demeure inchangé quant au fond (par exemple, la forme de la subvention n'a pas changé), mais seul le nom du programme change ou cela concerne-t-il aussi les cas dans lesquels le fonctionnement du (des) programme(s) fait l'objet d'une modification de fond (par exemple, un régime de subvention est aboli, mais la société peut désormais bénéficier d'une exonération fiscale)?**

Réponse:

Selon la proposition de l'Inde, l'abandon des régimes de subvention concernerait l'annulation du régime en tant que tel pour tous les bénéficiaires et ne serait pas limité aux exportateurs demandant des ajustements. L'Inde estime que l'autorité chargée de l'enquête peut s'assurer, sur la base des éléments prouvant l'abandon du régime qui conférerait un avantage que les exportateurs ont présentés, que le régime n'a pas été formulé autrement dans le cadre d'un autre régime. La formulation d'un régime de subvention d'une autre manière dans le cadre d'un autre régime concernerait les cas dans lesquels le régime demeurerait inchangé quant au fond, le type de contribution financière et la catégorie de bénéficiaire potentiel restant les mêmes que dans le régime initial. Si l'autorité chargée de l'enquête conclut que le régime initial est resté inchangé quant au fond et qu'il a simplement été formulé autrement en changeant le nom, il n'y aurait pas d'ajustement du droit compensateur. Toutefois, si un nouveau régime de subvention est mis en place, l'Inde soutient que ce dernier ne ferait pas l'objet d'une procédure de réexamen accélérée, étant donné que plusieurs éléments essentiels comme la contribution financière, l'existence d'un avantage pour le bénéficiaire, le montant de la subvention, etc. ... devraient être déterminés, ce qui peut prendre beaucoup de temps. Une telle situation est traitée comme il convient dans le cadre de la procédure normale prévue à l'article 21.2 de l'Accord sur les subventions.
